



La contribution de 16 think tanks européens
au Trio des présidences polonaise, danoise et chypriote
de l'Union européenne

12
RECOMMANDATIONS
CLÉS ADRESSÉES
AU TRIO DES
PRÉSIDENCES PDC

Certaines recommandations présentées ci-dessous dépassent les compétences des présidences tournantes telles que définies par le Traité de Lisbonne. À travers leur rôle de coordinateur, les gouvernements polonais, danois et chypriote peuvent néanmoins jouer un rôle clé en soutenant ces propositions.

L'ACHÈVEMENT DU MARCHÉ UNIQUE

1 L'adoption de la nouvelle législation relative au marché unique doit rester une des priorités des 27, qui devraient revenir à la méthode des paquets législatifs préconisée par Mario Monti, qui ne figure pas dans l'Acte pour le marché unique, afin de faciliter les compromis et d'éviter de nouveaux arbitrages « à la carte », susceptibles de paralyser tout projet ambitieux.

2 Une attention spécifique doit être accordée à la fiabilité du nouveau système européen de surveillance financière, en particulier dans le domaine de la régulation bancaire. Les futurs tests de résistance doivent être plus rigoureux et plus transparents, pour donner une base solide à la nécessaire recapitalisation et restructuration des établissements bancaires de certains États membres.

AU-DELÀ DES RÉFORMES ACTUELLES DE LA GOUVERNANCE ÉCONOMIQUE EUROPÉENNE

3 À court terme, la croissance économique devrait être faible dans certains États membres, en particulier ceux de la périphérie de la zone euro. Compte tenu des contraintes actuelles des politiques budgétaires nationales, l'UE doit veiller à stimuler la croissance, en investissant dans les secteurs clés tels que la R&D, les infrastructures ou encore l'énergie. Les instruments financiers innovants tels que les emprunts obligataires européens – évoqués dans la révision budgétaire – doivent bénéficier d'un large soutien politique.

4 Le mécanisme européen de stabilité (MES) ne sera vraisemblablement pas en mesure de permettre une « mise en faillite ordonnée » des États membres qui se montreraient insolvables et auraient besoin de procéder à une restructuration de leur dette. Pour faciliter cette dernière et la rendre plus prévisible à l'avenir, les États membres doivent aller au-delà du cadre actuel et créer la base juridique d'un mécanisme formel permettant à la majorité des créiteurs (privés et publics) et au débiteur de trouver un accord de manière ordonnée et souple.

5 Les réformes actuelles et futures de la gouvernance économique européenne nécessitent d'obtenir un large soutien du grand public. Par conséquent, les acteurs nationaux doivent anticiper le ressentiment de la population et expliquer clairement à leurs électeurs que la solidarité budgétaire sert leurs intérêts économiques et politiques à long terme.

LA RÉFORME BUDGÉTAIRE

6 Si l'UE entend relever des défis tels que la relance/croissance économique, la transition vers une économie à faible émission de carbone et le renforcement de la cohésion au sein de l'UE – autant d'objectifs qui nécessitent d'importants investissements – elle doit se donner les moyens de ses ambitions. À cet égard, le cadre financier pluriannuel (CFP) 2014-2020 doit jouer un rôle prépondérant :

- D'une part, les négociations relatives au CFP doivent être axées sur les gains d'efficacité, qui pourraient être réalisés en favorisant une meilleure coordination des dépenses nationales et communautaires (notamment dans les services diplomatiques, la défense ou la recherche) et en améliorant la réactivité des dépenses communautaires aux fluctuations économiques.
- D'autre part, de nouvelles ressources propres de l'UE, alimentées par le biais d'une TVA européenne ou d'une taxe européenne sur l'énergie ou les émissions de carbone, contribueraient à augmenter le volume global du budget avec des sources de revenu indépendantes. Une telle initiative marquerait un premier pas vers une diversification du financement communautaire et doit donc être envisagée sérieusement.

7 Pour éviter l'impasse des négociations relatives au financement de la politique Agricole commune (PAC), une option pourrait consister à cofinancer le premier pilier de la PAC tout en assurant simultanément une réforme approfondie de la politique, fondée notamment sur une évaluation du niveau approprié de dépenses qui serait menée en concertation avec les États et les régions.

8 L'intégration économique de l'Union européenne (UE) risque de se faire à deux vitesses. Pour stimuler la compétitivité des États membres les moins avancés, la politique européenne de cohésion doit évoluer et devenir la principale politique de développement et d'investissement de l'Union, dotée des financements nécessaires dans le prochain CFP.

L'UE, UN ACTEUR MONDIAL

9 L'Union européenne a un rôle spécifique à jouer dans les processus de transition de ses voisins. L'UE doit compenser la lenteur de sa réaction aux demandes pro démocratiques des pays du Sud de la Méditerranée en s'engageant désormais plus fermement en faveur des transitions démocratiques. Parallèlement, l'UE ne doit pas négliger sa politique à l'égard de ses voisins de l'Est et doit par conséquent montrer sa volonté de conclure des accords d'association ambitieux avec ces pays, en prenant des engagements forts en faveur de l'ouverture des marchés et de l'alignement des réglementations.

10 L'UE doit consolider sa politique en matière d'asile, de migration et de contrôle aux frontières. Schengen, qui reste l'une des principales réalisations de l'UE, ne doit pas être démantelé. Cependant il faut se pencher sur les règles en vigueur en matière d'asile. Le principe actuel du « premier pays sûr » pourrait être remplacé par un système de quotas par lequel les pays accepteraient un certain nombre de demandeurs d'asile, proportionnellement à la taille de leur population, aux infrastructures disponibles et aux contraintes budgétaires. Les pays qui n'atteignent pas leurs quotas d'asile devraient accepter d'accueillir certains réfugiés de bonne foi en provenance des États membres qui ne sont pas en mesure de faire face à la demande d'asile. Concernant la migration économique, la question ne doit pas être envisagée sous l'angle de la sécurité, mais bien comme une contribution aux objectifs de croissance durable.

11 La coordination des politiques internes et externes de l'UE contribuerait à éviter les conflits entre les diverses stratégies mises en place. L'UE doit avancer des propositions de politiques intégrées en établissant des ponts entre la politique étrangère et d'autres domaines, tels que l'immigration, l'énergie, le changement climatique, la sécurité, le développement ou encore le commerce. Notamment, pour développer et consolider les relations extérieures de l'Union dans le domaine énergétique, de nombreux instruments de politique étrangère peuvent être utilisés de manière plus cohérente.

12 Pour développer des partenariats stratégiques avec les principales puissances émergentes et donner plus de poids à l'UE dans les négociations internationales, les dirigeants européens doivent, pour chaque partenariat, dresser une hiérarchie claire des intérêts de l'Union et dépasser les réflexes bilatéraux des États membres qui privilégient les bénéfices nationaux de court terme au détriment des bénéfices européens de plus long terme.

Filippa Chatzistavrou ELIAMEP, **Janis A. Emmanouilidis** EPC,
Elvire Fabry Notre Europe, **Piotr Maciej Kaczyński** CEPS,
Jacques Keller-Noëllet Egmont, **Thomas Klau** ECFR, **David Král** Europeum,
Ignacio Molina Real Instituto Elcano, **Clara Marina O'Donnell** CER,
Daniela Schwarzer SWP, **Paweł Świeboda** demosEUROPA,
Fabrizio Tassinari DIIS, **Andreas Theophanous** CCEIA, **András Vértés** GKI